

3) le troisième paragraphe est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 3. La Commission envoie les résultats de son examen, les avis des personnes visées au § 1<sup>er</sup>, d), ses propres avis et suggestions ainsi que ses propositions, en même temps au Ministre qui a l'intégration sociale dans ses attributions et au Ministre compétent pour la mesure à prendre ou à introduire.

Elle les transmet également au Conseil central de l'Economie et au Conseil national du Travail. Ces deux Conseils émettent quant à eux des avis sur les propositions de la Commission chaque fois que celles-ci portent sur des matières relevant de leurs compétences respectives. »

Art. 3. A l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> la première phrase du premier alinéa est remplacée par la disposition suivante :

« La Commission est composée de 32 membres nommés par Nous pour une période prenant fin le 31 décembre 1994 ».

2<sup>o</sup> le premier alinéa est complété comme suit :

« f) deux représentants de l'Exécutif flamand, un représentant de l'Exécutif de la Communauté française, un représentant de l'Exécutif régional wallon, un représentant du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale et un représentant de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale;

g) deux représentants des organisations représentatives des travailleurs, deux représentants des organisations représentatives des employeurs, deux représentants des organisations représentatives des classes moyennes. »

3<sup>o</sup> le deuxième alinéa est complété par la phrase suivante : « Les membres visés au point f) sont désignés par les Communautés ou Régions dont ils dépendent. »

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 mars 1993.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

La Ministre de l'Intégration sociale,  
de la Santé publique et de l'Environnement,  
Mme L. ONKELINX

3) de derde paragraaf wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« § 3. De Commissie zendt de resultaten van haar onderzoek, de adviezen van de in § 1, d) vermelde personen, haar eigen adviezen en suggesties alsook haar voorstellen samen naar de Minister die de Sociale Integratie in zijn bevoegdheid heeft en naar de Minister die bevoegd is voor de in te voeren of ingevoerde maatregel.

Zij laat ze eveneens geworden aan de Centrale Raad voor de Economie en aan de Nationale Arbeidsraad. Die twee Raden brengen adviezen uit over de voorstellen van de Commissie telkens deze betrekking hebben op aangelegenheden die tot hun respectieve bevoegdheden behoren. »

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> de eerste zin van het eerste lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De Commissie bestaat uit 32 leden door Ons benoemd voor een periode die ten einde loopt op 31 december 1994 ».

2<sup>o</sup> het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

« f) twee vertegenwoordigers van de Vlaamse Executieve, één vertegenwoordiger van de Executieve van de Franse Gemeenschap, één vertegenwoordiger van de Waalse Gewestexecutieve, één vertegenwoordiger van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad en één vertegenwoordiger van de Executieve van het Brussels hoofdstedelijk Gewest;

g) twee vertegenwoordigers van de werknemersorganisaties, twee vertegenwoordigers van de werkgeversorganisaties, twee vertegenwoordigers van de representatieve middenstandsorganisaties. »

3<sup>o</sup> het tweede lid wordt aangevuld met de volgende zin : « De leden waarvan sprake in punt f) worden aangewezen door de Gemeenschappen en de Gewesten waarvan ze afhangen. »

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. Onze Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 maart 1993.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Integratie,  
Volksgezondheid en Leefmilieu,  
Mevr. L. ONKELINX

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
ET MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES**

F. 93 — 1330

[C — 25152]

**31 MARS 1993**

**Arrêté royal concernant la bière**

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, modifiée par la loi du 22 mars 1989;

Vu la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur;

Vu la décision M(92) 10 du 2 décembre 1992 du Comité de Ministres de l'Union économique Benelux remplaçant la décision M(87) 4 du 24 novembre 1987 concernant l'harmonisation des législations relatives à la bière;

**MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID  
EN LEEFMILIEU  
EN MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN**

N. 93 — 1330

[C — 25152]

**31 MAART 1993**

**Koninklijk besluit betreffende bier**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere produkten, gewijzigd bij de wet van 22 maart 1989;

Gelet op de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument;

Gelet op de beschikking M(92) 10 van 2 december 1992 van het Comité van Ministers van de Benelux Economische Unie ter vervanging van de beschikking M(87) 4 van 24 november 1987 betreffende de harmonisatie der wetgevingen inzake bier;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que ces dispositions doivent être arrêtées dans le délai prescrit par la décision Benelux M(92) 10 précitée en accordant aux fabricants un délai suffisant pour leur permettre de s'y conformer;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques et de Notre Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice du Traité instituant la Communauté économique européenne, et plus particulièrement ses articles 30 à 36.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° *bière* : la boisson obtenue après fermentation alcoolique d'un moût préparé essentiellement à partir de matières premières amyliques et sucrées dont au moins 60 % de malt d'orge ou de froment, ainsi qu'à partir de houblon, éventuellement sous une forme transformée, et d'eau de brassage;

2° *bière acide* : la bière d'une acidité totale minimale de 30 milli-équivalents de NaOH par litre et d'une acidité volatile minimale de 2 milli-équivalents de NaOH par litre.

Dans les bières acides à fermentation spontanée, 30 % au moins du poids total des matières amyliques et sucrées incorporées doit consister en froment;

3° *eau de brassage* : l'eau destinée à la consommation humaine dont la composition minérale et l'acidité peuvent être adaptées aux exigences spécifiques que pose le brassage des différents types de bière.

**Art. 3. § 1er.** Les boissons visées à l'article 2 peuvent être classées dans les catégories suivantes en fonction de la densité primitive du moût exprimée en degrés Plato (g par 100 g) :

- « S » pour une densité primitive supérieure à 15,5;
- « I » pour une densité primitive de 11 à 13,5 inclus;
- « II » pour une densité primitive de 7 à 9,5 inclus;
- « III » pour une densité primitive de 1 à 4 inclus.

§ 2. La teneur en anhydride sulfureux ne peut dépasser 10 mg/l sauf pour les bières de la catégorie S pour lesquelles la teneur maximale autorisée est de 20 mg/l.

**Art. 4. § 1er.** Les boissons visées à l'article 2 ne peuvent être mises dans le commerce que sous une des dénominations de vente suivantes :

- 1° « bière », accompagnée ou non d'un mot indiquant le genre pour les boissons ayant une densité primitive supérieure à 4;
- 2° « bière de table » pour les boissons ayant une densité primitive comprise entre 1 et 4;
- 3° « gueuze », « lambic » ou « gueuze-lambic » pour les bières acides dont la fermentation spontanée intervient dans le processus de fabrication.

§ 2. La mention « légèrement alcoolisée » ou « pauvre en alcool » fait partie de la dénomination de vente lorsque les boissons ont une densité primitive minimale de 2,2° Plato et une teneur en alcool de plus de 0,5 et de maximum 1,2 %.

§ 3. L'indication « sans alcool » fait partie de la dénomination de vente lorsque les boissons ont une densité primitive minimale de 2,2° Plato et une teneur en alcool de maximum 0,5 %.

§ 4. Lorsque des fruits ou des jus de fruits sont utilisés en vue de l'aromatisation des boissons visées à l'article 2, le nom du ou des fruits figure dans la dénomination de vente.

§ 5. Lorsqu'un ou des arômes ont été utilisés en vue de l'aromatisation des boissons visées à l'article 2, le qualificatif « aromatisé » ou le nom du ou des arômes utilisés fait partie de la dénomination de vente.

§ 6. Pour les boissons visées à l'article 2 qui contiennent des édulcorants, l'étiquetage doit comporter la mention « édulcoré à ... (dénomination spécifique de l'édulcorant) » ou une mention semblable. Cette mention doit figurer dans le même champ visuel que la dénomination de vente.

§ 7. L'indication facultative dans l'étiquetage de la catégorie ne peut se faire qu'au moyen de la mention « Cat. » suivie de l'indication de l'indice de référence à la catégorie à laquelle appartient la bière en vertu de l'article 3, § 1er. Il est interdit de mentionner toute autre indication concernant la densité primitive du moût.

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat deze bepalingen binnen de door de voornoemde Benelux beschikking M(92) 10 bepaalde termijn moeten vastgesteld worden om aan de fabrikanten een voldoende termijn toe te kennen teneinde er zich in overeenstemming mee te kunnen brengen;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken en van Onze Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing onverminderd het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, en meer bepaald de artikelen 30 tot 36 daarvan.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1° *bier* : de drank verkregen na alcoholische gisting van een wort hoofdzakelijk bereid uit zetmeel- en suikerhoudende grondstoffen, waarvan tenminste 60 % gerst- of tarwemout, alsmede hop, eventueel in verwerkte vorm, en brouwwater;

2° *zuur bier* : het bier met een totale zuurtegraad van tenminste 30 milli-equivalenten NaOH per liter en een gehalte aan vluchtige zuren van tenminste 2 milli-equivalenten NaOH per liter.

In zure bieren van spontane gisting moet tenminste 30 % van het totale gewicht van de verwerkte zetmeel- of suikerhoudende grondstoffen uit tarwe bestaan;

3° *brouwwater* : het water, bestemd voor menselijke consumptie waarvan de minerale samenstelling en de zuurtegraad kunnen aangepast worden aan de specifieke noodzaak die het brouwen van verschillende biertypes verlangt.

**Art. 3. § 1.** De dranken, als bedoeld in artikel 2, kunnen, al naar gelang het extractgehalte van de stamwort, uitgedrukt in graden plato (g per 100 g), worden onderverdeeld in de onderstaande categorieën :

- « S » voor een extractgehalte van meer dan 15,5;
- « I » voor een extractgehalte van 11 tot en met 13,5;
- « II » voor een extractgehalte van 7 tot en met 9,5;
- « III » voor een extractgehalte van 1 tot en met 4.

§ 2. Het gehalte aan zwaveldioxyde mag in bier niet meer dan 10 mg/l bedragen, behalve voor de bieren van de categorie S waarvoor een maximaal gehalte van 20 mg/l is toegestaan.

**Art. 4. § 1.** De in artikel 2 bedoelde dranken mogen slechts onder één van de volgende verkoopbenamingen in de handel worden gebracht :

- 1° « bier » al dan niet vergezeld van een woord dat de soort aangeeft voor de dranken met een extractgehalte hoger dan 4;
- 2° « tafelbier » voor de dranken met een extractgehalte tussen 1 en 4;
- 3° « gueuze », « lambic » of « gueuze-lambic » voor zure bieren waarin spontane gisting deel uitmaakt van het productieproces.

§ 2. De vermelding « laag alcoholisch » dan wel « alcoholarm » maakt deel uit van de verkoopbenaming, wanneer de dranken een extractgehalte van tenminste 2,2° Plato en een alcoholgehalte van meer dan 0,5 tot ten hoogste 1,2 % hebben.

§ 3. De vermelding « alcoholvrij » maakt uit deel van de verkoopbenaming, wanneer de dranken een extractgehalte van tenminste 2,2° Plato en een alcoholgehalte van ten hoogste 0,5 % hebben.

§ 4. Wanneer vruchten of vruchtesappen worden gebruikt voor het aromatiseren van de in artikel 2 bedoelde dranken, maakt de naam van de vrucht(en) deel uit van de verkoopbenaming.

§ 5. Wanneer een aroma (aroma's) wordt (worden) gebruikt voor het aromatiseren van de in artikel 2 bedoelde dranken, maakt het woord « gearomatiseerd » of de naam van het aroma (de aroma's) deel uit van de verkoopbenaming.

§ 6. Voor de in artikel 2 bedoelde dranken, die zoetstoffen bevatten, moet de etikettering de vermelding « gezoet met ... (specifieke naam van de zoetstof) » of een soortgelijke vermelding dragen. Deze vermelding moet worden aangebracht in hetzelfde gezichtsveld als de verkoopbenaming.

§ 7. In de etikettering kan de facultatieve aanduiding van de categorie slechts worden aangebracht met behulp van de vermelding « Cat. », gevolgd door de vermelding van het verwijzingskenmerk van de categorie waartoe het bier krachtens artikel 3, § 1 behoort. Het is verboden enige andere vermelding met betrekking tot het extractgehalte van de stamwort aan te brengen.

**Art. 5.** Le point 3 de l'annexe IV de l'arrêté royal du 16 février 1962 relatif aux gammes de quantités nominales et de capacités nominales admises pour certains produits en préemballages est remplacé par les dispositions suivantes :

« 3 a) bières, à l'exception des bières acides de fermentation spontanée : 0,25 — 0,33 — 0,50 — 0,75 — 1 — 1,5 — 2 — 3 — 4 — 5 — 6 — 7 — 8 — 9 — 10;

b) bières acides de fermentation spontanée : 0,25 — 0,375 — 0,50 — 0,75 — 1 — 1,5 — 2 — 3 — 4 — 5 — 6 — 7 — 8 — 9 — 10. ».

**Art. 6.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, poursuivies et punies conformément à la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits.

**Art. 7.** Sont abrogés :

1. l'arrêté royal du 20 mai 1965 portant réglementation de certaines dénominations employées dans le secteur de la bière;
2. l'arrêté royal du 17 mai 1966 portant réglementation de la dénomination Bière de Diest;
3. l'arrêté ministériel du 17 juillet 1973 concernant certaines dénominations employées dans le secteur de la bière;
4. l'arrêté royal du 29 mars 1974 concernant la bière.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Toutefois, à titre transitoire, et ce jusqu'au 1er décembre 1993, la bière ne répondant pas aux dispositions du présent arrêté peut être mise dans le commerce pour autant qu'elle réponde aux dispositions prévues par les arrêtés énumérés à l'article 7.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 1993.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,  
M. WATHELET

La Ministre de la Santé publique,  
Mme L. ONKELINX

**Art. 5.** Punt 3 van bijlage IV van het koninklijk besluit van 16 februari 1962 betreffende de voor bepaalde voorverpakte producten toegestane reeksen van nominale hoeveelheden en nominale capaciteiten wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« 3 a) bier met uitzondering van zure bieren van spontane gisting : 0,25 — 0,33 — 0,50 — 0,75 — 1 — 1,5 — 2 — 3 — 4 — 5 — 6 — 7 — 8 — 9 — 10;

b) zure bieren van spontane gisting : 0,25 — 0,375 — 0,50 — 0,75 — 1 — 1,5 — 2 — 3 — 4 — 5 — 6 — 7 — 8 — 9 — 10. ».

**Art. 6.** Overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vervolgd en gestraft overeenkomstig de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten.

**Art. 7.** Worden opgeheven :

1. het koninklijk besluit van 20 mei 1965 houdende reglementering van sommige in de sector bier gebruikte benamingen;
2. het koninklijk besluit van 17 mei 1966 houdende reglementering van de benaming Diesters bier;
3. het ministerieel besluit van 17 juli 1973 betreffende sommige in de sector bier gebruikte benamingen;
4. het koninklijk besluit van 29 maart 1974 betreffende bier.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Bij wijze van overgangsmaatregel evenwel, en dit tot 1 december 1993, mag het bier, dat niet aan de bepalingen van dit besluit voldoet, in de handel worden gebracht, mits het beantwoordt aan de bepalingen voorzien in de in artikel 7 opgesomde besluiten.

Gegeven te Brussel, 31 maart 1993.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,  
M. WATHELET

De Minister van Volksgezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

#### MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

F. 93 — 1331

**10 MAI 1993.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 13 août 1976 fixant les échelles de traitements de certains grades du personnel enseignant civil du Ministère de la Défense nationale

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 1er juillet 1948 relative au statut et aux rétributions du personnel enseignant civil de l'École Royale Militaire, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté royal du 13 mai 1955 relatif à l'organisation de deux subdivisions régionales à l'École Royale des Cadets, modifié par les arrêtés royaux des 13 septembre 1956, 22 mars 1957, 28 mars 1959 et 21 juin 1978;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, modifié en dernier lieu par la loi du 27 février 1986;

Vu l'arrêté royal du 7 avril 1959 portant création de l'école technique secondaire supérieure à l'École technique de la Force aérienne, modifié par les arrêtés royaux des 20 septembre 1966, 8 mai 1973, 18 décembre 1975, 27 janvier 1977, 28 novembre 1984, 18 septembre 1985 et 10 juin 1992;

Vu l'arrêté royal du 13 août 1976 fixant les échelles de traitements de certains grades du personnel enseignant civil du Ministère de la Défense nationale modifié par l'arrêté royal du 10 juin 1992;

Vu le protocole n° 59/1 du 13 juin 1991 dans lequel sont consignées les conclusions des négociations menées au sein du comité commun à l'ensemble des services publics;

#### MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 93 — 1331

**10 MEI 1993.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 augustus 1976 tot vaststelling van de weddeschalen voor sommige graden van het burgerlijk onderwijzend personeel van het Ministerie van Landsverdediging

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 1 juli 1948 betreffende het statuut en de bezoldiging van het burgerlijk onderwijzend personeel der Koninklijke Militaire School, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 mei 1955 betreffende twee regionale onderafdelingen van de Koninklijke Cadettenschool, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 september 1956, 22 maart 1957, 28 maart 1959 en 21 juni 1978;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende de bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, laatst gewijzigd bij de wet van 27 februari 1986;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 april 1959 houdende oprichting van de hogere secundaire technische school bij de Technische School van de Luchtmacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 september 1966, 8 mei 1973, 18 december 1975, 27 januari 1977, 28 november 1984, 18 september 1985 en 10 juni 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 augustus 1976 tot vaststelling van de weddeschalen voor sommige graden van het burgerlijk onderwijzend personeel van het Ministerie van Landsverdediging gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juni 1992;

Gelet op het protocol nr. 59/1 van 13 juni 1991 waarin de conclusies van de onderhandelingen, gevoerd binnen het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten, worden vermeld;